



MICROFICHE N°

08278

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي
تونس

F

1



CNDA 8278

REPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE

L'AGROFORESTERIE :
UN MOYEN D'EXTENSION DE LA COUVERTURE FORESTIERE
ET DE
CONTRIBUTION A LA SECURITE ALIMENTAIRE

PAR

JALEL TAIEB
INGENIEUR GENERAL DES FORETS

Novembre 1993

2

SOMMAIRE

I - Introduction : Nécessité de l'Institution d'une	1
politique Agroforestière	
II - Sous quelle forme doit-on introduire l'arbre forestier.	2
dans les systèmes intégrés de production agricole	
III - Les Résultats Escomptes de l'Agroforesterie.	3
IV - Les contraintes au Développement de l'Agroforesterie	4
1 - Contraintes d'ordre technique.	4
2 - Contraintes d'ordre économique et social	4
2-1 Incompatibilité de la foresterie avec les	4
besoins réels et immédiats des populations	
rurales	
2-2 Insécurité de la jouissance des produits.	5
2-3 Compétition pour la main d'œuvre.	5
2-4 Mépris et aversion des populations pour	5
l'arbre forestier	
3 - Contrainte foncière.	5
V - Conditions requises pour assurer le développement de	6
de l'Agroforesterie	
1 - La mobilisation des populations	6
2 - Répondre aux besoins vitaux des populations.	6
3 - Un meilleur choix des techniques à mettre	7
en œuvre	
4 - Amélioration des connaissances scientifiques et	7
techniques par le biais de la recherche	
5 - Assurer une formation adéquate des cadres du.	8
développement rural	
CONCLUSION	8

I - INTRODUCTION

NECESSITE DE L'INSTITUTION D'UNE POLITIQUE AGROFORESTIERE

Il n'est peut être pas inutile de rappeler ici, pour comprendre la suite de cette étude, que dans un pays donné les formations boisées jouent deux rôles essentiels :

- un rôle de production de matière ligneuse et de fruits nécessaires, soit à la consommation locale, soit à l'économie générale du pays par le jeu des exportations ;
- un rôle écologique ou de protection, et cette fonction attachée aux forêts est d'autant plus nécessaire et appréciée que les conditions générales du climat, des sols, du relief et de l'hydrologie sont plus rigoureuses.

C'est pourquoi la fonction de protection peut, dans certains cas, être plus importante que la fonction de production de telle sorte que l'on peut être conduit à envisager une exploitation très modérée des massifs forestiers de protection.

Dans d'autres cas, les boisements sont si dégradés et peu importants qu'ils n'assurent ni l'un ni l'autre rôle, c'est le cas de la Tunisie, l'un des pays du bassin méditerranéen le plus pauvre en forêts.

L'intérêt général peut exiger la reconstitution des massifs forestiers de protection et leur conservation en l'état, mais alors, il faudra demander à d'autres peuplements créés artificiellement la production nécessaire aux besoins économiques du pays.

Voyons à cet égard quelle est la situation forestière en Tunisie ?

Faute d'inventaire forestier national, on peut estimer actuellement (année 1990) les formations boisées proprement dites à 628 000 ha dont 260 000 ha de boisements artificiels, ce qui, rapporté à la surface non désertique du pays, représente un taux de boisement d'environ 5 %, taux extrêmement faible par rapport au taux de boisement optimum estimé à 20 %.

La production potentielle annuelle des forêts naturelles et artificielles aménagées est elle-même faible : 240 000 m³ de matière ligneuse cellulosique entre bois d'œuvre, bois de service et bois de feu, soit 0,38 m³/ha/an. La production nationale assure à peine 17 % des besoins en bois d'œuvre et d'industrie.

Ceux-ci représentent aujourd'hui l'équivalent de 800 000 m³ de grumes sur écorce. Le déficit est actuellement comblé par des importations dont la valeur atteint près de 65 millions de Dinars.

D'autre part, devant les menaces croissantes de l'érosion et de la désertification, connue devant les besoins de l'augmentation de la population, la protection de notre patrimoine national en "eau et terre" pour assurer notre sécurité alimentaire devient une nécessité impérieuse.

En effet, les conditions naturelles de la Tunisie en font une contrée particulièrement exposée aux atteintes de l'érosion :

- érosion pluviale due au climat aride, à la longue période sèche, à la violence des pluies, à la jeunesse du relief, à la nature des sols et aux caractères propres des formations végétales qui les couvrent.

- érosion éolienne trouvant les mêmes conditions propices mais due aussi à l'importance des vents qui mobilisent les éléments fins de la surface dans la partie la plus aride du pays.

Ainsi donc se confirme un pressant besoin d'actions concernant la protection du patrimoine national et notamment des terres labourables.

L'intégration de l'arbre forestier dans le paysage du milieu naturel (Agroforesterie) revêt, dans ce domaine, une importance considérable tant pour assurer les besoins fondamentaux que pour maintenir l'équilibre de l'écosystème.

C'est pourquoi, il est de la plus haute importance d'instituer une politique agroforestière dans le double but

- de conserver les ressources en eau et en sol, et partant, d'assurer la sécurité alimentaire ;
- de produire le bois nécessaire à l'économie du pays et de réduire par voie de conséquence la pression exercée sur les forêts.

En effet, l'agroforesterie encourage l'utilisation d'essences forestières dans les systèmes d'exploitation agricole et entraîne une participation beaucoup plus forte du secteur forestier (et des forestiers eux-mêmes) au développement des zones rurales.

Or, l'arbre forestier contribue grandement à la sécurité alimentaire du fait du rôle crucial qu'il joue dans la conservation des eaux et des sols qui sont les fondements de la production agricole

II - SOUS QUELLE FORME DOIT-ON INTRODUIRE L'ARBRE FORESTIER DANS LES SYSTEMES INTEGRES DE PRODUCTION AGRICOLE ?

Jusqu'à la fin de la dernière décennie, il a été surtout question de la contribution de la forêt "classique", c'est à dire des grands ensembles forestiers relevant du domaine forestier de l'Etat.

Or, il a été démontré que beaucoup d'espèces forestières peuvent également contribuer à la sécurité alimentaire au niveau des exploitations, notamment dans les systèmes de production agricole sous forme :

- de plantations d'arbres forestiers associés intimement aux cultures ;
- de bandes boisées, rideaux abris et brise vents pour le compartimentage du paysage ;
- de plantations rurales ou de petits bosquets dans les villages ou dans les exploitations sur les terrains impropres à la culture vivrière.

L'intégration de l'arbre forestier dans le paysage revêt une importance considérable tant pour assurer les besoins fondamentaux que pour maintenir l'équilibre des écosystèmes.

Les systèmes intégrés de production agricole associant arbres, culture et élevage (Agroforesterie) sont notamment recherchés dans les milieux particulièrement fragiles tels que les bassins versants de montagne, où parfois la monoculture itinérante détruit le couvert forestier, et les zones arides menacées de désertification.

Aujourd'hui, l'attention est portée beaucoup plus sur les systèmes associant dans l'espace, et non plus dans le temps, les différentes composantes de l'agroforesterie : bordures d'arbres, lignes ou bandes alternes, mélange au hasard.

- Les bordures d'arbres suscitent de plus en plus d'intérêt compte-tenu des besoins en bois de feu, de service, de fourrage et d'engrais organiques. Elles permettent en outre de faire l'économie de clôtures artificielles en piquets et fils de fer qui seraient bien plus chères.

- Les rangées ou bandes alternes sont particulièrement appropriées sur les terrains en pente sujets à l'érosion et à la dégradation où la plantation de haies suivant les courbes de niveau est presque aussi efficace et bien moins coûteuse que la culture en terrasse.

- Le mélange au hasard de cultures de plein champs de plantes grimpantes, d'arbres fruitiers et d'arbres forestiers plus grands est caractéristique de la petite agriculture dans beaucoup de parties du monde en développement, même si, dans certains endroits, on tend à la remplacer par la monoculture.

III - LES RESULTATS ESCOMPTEES DE L'AGROFORESTERIE

L'agroforesterie est un système très promoteur qui peut contribuer à la sécurité alimentaire de nombreuses manières. Outre ses avantages pour l'environnement, il peut concourir à la diversification indispensable des systèmes de production agricole d'où des revenus plus stables et plus sûrs pour les ruraux et donc un meilleur accès aux vivres.

En effet, les essences forestières et autres arbres, lorsqu'ils sont judicieusement installés, peuvent être des cultures de rapport très intéressantes.

Ils fournissent des produits ligneux indispensables à la production vivrière ainsi que le fourrage pour l'élevage. Ils donnent de l'ombre, protègent les sols contre l'érosion hydrique et éolienne et contribuent à leur conserver leur fertilité.

En coupant le vent et en réduisant les turbulences atmosphériques, les arbres influent sur les conditions régnant dans leur voisinage sur une profondeur égale à plusieurs fois leur hauteur. Ils font baisser le taux d'évaporation et permettent aux cultures d'avoir une croissance plus forte pour le même volume d'eau.

L'ombrage et la protection fournis par les arbres sont également importants pour les bêtes notamment dans les zones arides.

Les arbres peuvent tirer du sol des éléments nutritifs à une profondeur bien plus grande que les plantes cultivées. Leurs feuilles peuvent servir de paillis naturel pour accroître l'humidité du sol et sa fertilité. On connaît déjà beaucoup d'espèces qui sont capables de fixer l'azote atmosphérique tel que l'*Acacia cyanophylla*.

Les plantations d'arbres comme brise-vent, le long des routes et des canaux ou sous forme de petits bosquets dans les exploitations agricoles peuvent également accroître, largement, les disponibilités en bois de feu et autres bois de service.

Il est à noter que l'accroissement de la production de bois et d'aliments sur une même terre, dans le cadre d'un système agroforestier stable, atténue les pressions que l'exploitation fait actuellement peser sur les écosystèmes naturels rendant ainsi leur conservation beaucoup plus facile.

Dans une certaine mesure, on peut dire que "l'agrosylviculture" est l'approche la plus radicale pour maximiser la productivité des écosystèmes naturels "recouverts".

Enfin, il faut signaler qu'au niveau des exploitations, l'intérêt croissant suscité aujourd'hui par l'agroforesterie peut contribuer largement à abattre les barrières juridiques et administratives qui séparent souvent agriculture et foresterie.

C'est l'occasion pour les services forestiers et agricoles de travailler ensemble, la main dans la main, afin de trouver des formes novatrices d'utilisation du sol et de concevoir et promouvoir des systèmes stables, durables, diversifiés et très productifs qui sont le fondement essentiel de la sécurité alimentaire.

IV - LES CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT DE L'AGROFORESTERIE

.....

Les contraintes au développement de l'agroforesterie sont de plusieurs ordres

1 - Contraintes d'ordre technique

Sur le plan technique, les promoteurs ont en effet beaucoup de problèmes à résoudre, notamment en ce qui concerne la formule d'association la plus appropriée entre arbres, cultures de plein champs et élevage dans de telles ou telles conditions locales, car chaque forme a ses avantages et ses inconvénients.

Il s'agit en effet de trouver un équilibre judicieux entre les différentes composantes de l'agroforesterie afin de ne pas nuire à l'environnement tout en maximisant productivité et revenus.

2 - Contraintes d'ordre économique et social

2-1 Incompatibilité de la foresterie avec les besoins réels et immédiats des populations rurales

L'arbre forestier ne peut être introduit au niveau de la communauté rurale sous n'importe quelle forme que s'il est compatible avec les besoins réels des populations agricoles pauvres dans l'immédiat.

A l'exception de quelques cas privilégiés, force est de constater que l'agroforesterie n'a pas encore trouvé sa place dans les programmes de développement rural intégré.

La contrainte la plus évidente est l'incompatibilité entre la longue période de gestation des activités forestières et les priorités des ruraux pauvres qui, naturellement, cherchent avant tout à produire de quoi survivre au jour le jour, et de ce fait, peuvent difficilement consacrer la terre, le travail et les autres ressources dont ils ont besoin pour se nourrir, se chauffer et gagner de l'argent à la production d'un bois qui ne serait disponible que au bout de nombreuses années.

On peut pratiquement dire qu'aucun effort délibéré n'a été entrepris jusqu'à ce jour pour développer l'arbre forestier en tant que utilisation des terres profitable pour les communautés locales. La plupart des systèmes d'utilisation des terres actuels sont souvent orientés presque exclusivement vers la production de nourriture. Dans toutes nos campagnes, la monoculture destinée à produire les vivres régit presque partout. Ce sont les terres impropres aux cultures vivrières, les terres fragiles et marginales des pentes de coteaux et de montagnes qui sont réservées au développement forestier. Il n'est pas en effet toujours facile d'obtenir des populations concernées qu'elles intègrent l'arbre forestier dans leurs activités agricoles s'il ne répond pas à leurs besoins réels immédiats.

Dans une certaine mesure, on peut dire que "l'agrosylviculture" est l'approche la plus radicale pour maximiser la productivité des écosystèmes naturels "reconvertis".

Enfin, il faut signaler qu'au niveau des exploitations, l'intérêt croissant suscité aujourd'hui par l'agroforesterie peut contribuer largement à abattre les barrières juridiques et administratives qui séparent souvent agriculture et foresterie.

C'est l'occasion pour les services forestiers et agricoles de travailler ensemble, la main dans la main, afin de trouver des formes novatrices d'utilisation du sol et de concevoir et promouvoir des systèmes stables, durables, diversifiés et très productifs qui sont le fondement essentiel de la sécurité alimentaire.

IV - LES CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT DE L'AGROFORESTERIE

Les contraintes au développement de l'agroforesterie sont de plusieurs ordres:

1 - Contraintes d'ordre technique

Sur le plan technique, les promoteurs ont en effet beaucoup de problèmes à résoudre, notamment en ce qui concerne la formule d'association la plus appropriée entre arbres, cultures de plein champs et élevage dans de telles ou telles conditions locales, car chaque forme a ses avantages et ses inconvénients.

Il s'agit en effet de trouver un équilibre judicieux entre les différentes composantes de l'agroforesterie afin de ne pas nuire à l'environnement tout en maximisant productivité et revenus.

2 - Contraintes d'ordre économique et social

2-1 Incompatibilité de la foresterie avec les besoins réels et immédiats des populations rurales

L'arbre forestier ne peut être introduit au niveau de la communauté rurale sous n'importe quelle forme que s'il est compatible avec les besoins réels des populations agricoles pauvres dans l'immédiat.

A l'exception de quelques cas privilégiés, force est de constater que l'agroforesterie n'a pas encore trouvé sa place dans les programmes de développement rural intégré.

La contrainte la plus évidente est l'incompatibilité entre la longue période de gestation des activités forestières et les priorités des ruraux pauvres qui, naturellement, cherchent avant tout à produire de quoi survivre au jour le jour, et de ce fait, peuvent difficilement consacrer la terre, le travail et les autres ressources dont ils ont besoin pour se nourrir, se chauffer et gagner de l'argent à la production d'un bois qui ne serait disponible que au bout de nombreuses années.

On peut pratiquement dire qu'aucun effort délibéré n'a été entrepris jusqu'à ce jour pour développer l'arbre forestier en tant que utilisation des terres profitable pour les communautés locales. La plupart des systèmes d'utilisation des terres actuels sont souvent orientés presque exclusivement vers la production de nourritures. Dans toutes nos campagnes, la monoculture destinée à produire les vivres régit presque partout. Ce sont les terres impropres aux cultures vivrières, les terres fragiles et marginales des pentes de coteaux et de montagnes qui sont réservées au développement forestier. Il n'est pas en effet toujours facile d'obtenir des populations concernées qu'elles intègrent l'arbre forestier dans leurs activités agricoles s'il ne répond pas à leurs besoins réels immédiats.

2-2 L'insécurité de la jouissance des produits

Une grave contrainte tient à l'insécurité de la jouissance des produits. En effet, la psychose créée par l'application aveugle de la législation forestière n'a pas encouragé le développement de l'arbre forestier dans le secteur agricole. En effet, si le paysan n'est pas certain que les arbres plantés lui appartiendront encore lors de l'exploitation ou qu'il pourra en disposer comme il l'entend, pourquoi alors coopérerait-il ? C'est pourquoi dans bien des cas, il est difficile d'introduire l'arbre forestier dans le secteur agricole avant de changer cette mentalité.

2-3 Compétition pour la main d'œuvre

Cette contrainte peut également empêcher les agriculteurs de s'adonner à la culture des arbres forestiers. En effet, la saison de plantation aussi bien pour les cultures vivrières que pour les arbres ne dure que quelques semaines chaque année, il est donc compréhensible que les agriculteurs préfèrent spéculer sur des cultures vivrières plutôt que planter des essences forestières. Même lorsque les moyens mécaniques sont à leur disposition, la courte durée de la saison de plantation peut ne pas permettre aux fermiers d'en profiter.

La culture d'arbres forestiers dans le cadre de l'agroforesterie peut aussi être en conflit avec des possibilités de gagner des revenus substantiels en dehors de l'exploitation.

Dans beaucoup de régions, notamment les plus désertées, une importante partie de la population active quitte sa contrée pendant la saison morte en quête d'emplois ailleurs.

Il est certain que si des gens doivent rester sur place pour entretenir ou protéger les arbres contre les animaux, ils subissent un manque à gagner.

2-4 Mépris et aversion des populations pour l'arbre forestier

L'expérience a démontré que les agriculteurs sont souvent réfractaires à l'introduction de l'arbre forestier dans le système de production agricole sous prétexte que celui-ci concurrence les cultures, abrite des ravageurs (oiseaux nuisibles et d'autres animaux prédateurs des récoltes) et empêche la monoculture et la mécanisation. Dans certaines régions, il y a même une réelle aversion pour l'arbre forestier soit pour des raisons culturelles, soit pour des raisons pratiques et actuelles.

Il existe une croyance répandue selon laquelle les arbres abaissent le niveau de la nappe phréatique. Dans le cas où ils remplacent une végétation exigeant moins d'eau, cela peut être exact. Dans certaines circonstances, les arbres peuvent également entrer en compétition avec les cultures adjacentes pour les éléments nutritifs et la lumière, entraînant ainsi une réduction des récoltes.

Lorsque ces influences sont réelles, les agriculteurs peuvent avoir de bonnes raisons de penser que les bénéfices apportés par les arbres sont inférieurs aux désavantages. Même les agriculteurs qui ne sont pas contre les arbres, peuvent n'avoir que peu de motivation pour les planter en particulier dans les régions où il est facile de se procurer le bois dont ils ont besoin.

Par ailleurs, la plupart des agriculteurs considèrent que l'introduction de toute espèce forestière dans le secteur privé implique une main mise de l'Etat sur leurs biens, conséquence d'une mentalité héritée du régime colonial.

Il est donc difficile de les convaincre des bienfaits de l'introduction de l'arbre forestier dans les systèmes de production agricole et cela exige souvent une modification radicale et profonde des attitudes et des comportements.

J - Contrainte foncière

Les problèmes relatifs au régime foncier, au morcellement de la propriété peuvent également être un obstacle fondamental à l'agroforesterie.

En effet, l'absence de titres de propriété de la terre ou la faiblesse de la taille des exploitations agricoles, outre le nombre important des ayants-droit, peuvent constituer un grand frein au développement de l'agroforesterie.

Par ailleurs ne peuvent investir dans la culture des arbres forestiers que les agriculteurs ayant un titre de propriété.

V - CONDITIONS REQUISES POUR ASSURER LE DEVELOPPEMENT DE L'AGROFORESTERIE

Définir au niveau de la politique forestière des orientations nouvelles est certes une nécessité et un préalable, mais cela ne saurait suffire à l'accomplissement de l'objectif visé à savoir : le développement de l'Agroforesterie. Cela suppose donc la réalisation d'un certain nombre de conditions à savoir :

1 - La mobilisation des populations

Cette mobilisation suppose elle aussi la réalisation d'un certain nombre de préalables.

- Le premier concerne la transformation en profondeur des rapports entre les agriculteurs et les Agents forestiers qui sont trop marqués par les pratiques des opérations de police forestière.

Il pourrait s'agir par exemple de la transformation des agents forestiers en vulgarisateurs et animateurs de paysans. Cela suppose un important effort de formation.

- En vue d'assurer une meilleure liaison et une coordination parfaite entre les agents forestiers et ceux des autres services impliqués dans le développement rural intégré, une formation de base en matière sylvicole devrait être donnée aux monteurs agricoles, les agents techniques forestiers intervenant en appui et en conseil des précédents.

- La mise à la disposition des agriculteurs intéressés de techniques appropriées et de matériel végétal adapté à leurs besoins apparaît comme une nécessité évidente. Cela amènera indubitablement à mettre l'accent sur la fourniture de matériel végétal à sylviculture simple et où le bois ne sera bien souvent qu'un sous produit, le fourrage et les fruits devant être les motivations principales de la plantation.

Cela suppose aussi, pour beaucoup d'espèces, de réaliser un effort tout particulier en matière de sélection et d'amélioration génétiques afin de mettre à la disposition des agriculteurs intéressés un matériel végétal performant.

2 - Répondre aux besoins vitaux des populations

De nombreux exemples montrent que la motivation des agriculteurs et leur adhésion effective aux actions qu'on leur propose sont subordonnées à la satisfaction d'un besoin réel et d'un intérêt immédiat.

L'expérience a montré que lorsque les personnes sollicitées ont un intérêt immédiat dans l'action proposée, elles sont en effet prêtes à s'y engager et à jouer un rôle prépondérant.

La recherche doit être plus que jamais collée "aux réalités vécues" et proposer des solutions faciles à appliquer, et les techniciens doivent être capables de les vulgariser rapidement auprès des agriculteurs.

5 - Assurer une formation adéquate des cadres du développement rural

L'agroforesterie exige que l'on fasse sortir le forestier de son "fief" pour aider à faire pousser des arbres dans le secteur agricole en plein champs. L'agent forestier doit donc s'ouvrir sur le monde rural et devenir à cet effet, un éducateur et un animateur de la population paysanne, plutôt qu'un policier. Il doit par conséquent recevoir à cet effet une formation appropriée et adaptée à ses nouvelles conditions. C'est pourquoi la formation des forestiers devra désormais s'ouvrir aux impératifs de l'agroforesterie et une grande place devra être réservée aux sciences humaines dans les établissements spécialisés.

Comme les actions forestières sont intimement liées aux opérations agricoles, il est important qu'elles soient menées avec la plus grande efficacité possible et sans nécessité la présence permanente des agents forestiers, ce qui implique une formation complémentaire de tous les agents de développement, et à terme, une intégration des différents services et de leurs activités.

CONCLUSION

Force est de constater que, depuis quelque temps, quelques agriculteurs avertis pratiquent déjà l'agroforesterie d'une manière ou d'une autre.

Mais nous pensons que si elle était pratiquée plus largement, l'agroforesterie permettrait de résoudre certains des problèmes que pose l'agriculture avec la jachère dans les zones où la densité démographique augmente et où la terre manque. Telle est d'ailleurs la thèse qu'inspire une bonne partie des travaux du Centre International pour la Recherche en Agroforesterie (ICRAF).

L'effort d'intensification de l'agriculture au moyen des techniques agroforestières est particulièrement prometteur parce qu'il se fonde sur une étroite adéquation entre, d'une part, le type d'amélioration agricole proposée et, d'autre part, la disponibilité de la main d'oeuvre et l'intensité d'utilisation des terres.

L'agroforesterie n'est en fait qu'une façon de transformer l'agriculture traditionnelle en un système plus productif et moins dangereux pour l'environnement.

Mais tous les changements qui en résultent devront bien sûr être compatibles avec les contraintes physiques et socio-économiques locales.

La coopération entre agronomes et forestiers pour l'aménagement du territoire devrait être plus que jamais renforcée. Forestiers et cadres agricoles doivent intensifier le dialogue avec les agriculteurs pour tirer partie de la masse d'expériences locales et pour adapter, dans une zone donnée, les formules proposées aux besoins et aux compétences des agriculteurs intéressés.

Il faut en effet, voir dans l'agriculture et la foresterie deux formes interdépendantes et non pas concurrentes d'exploitation des ressources.

Il est essentiel, notamment dans un pays comme le nôtre exposé aux atteintes de l'érosion, d'étudier et de proposer des moyens de remédier aux pratiques qui mènent à l'environnement et qui sont à l'origine de la dégradation de notre patrimoine "eau et terre", seul garant de notre sécurité alimentaire.

Par ailleurs, l'intensification des activités forestières dans le cadre de l'agroforesterie devrait engendrer, parmi les populations rurales, un intérêt plus constructif à l'égard des arbres et des actions forestières en général.

Le succès dépendra essentiellement des possibilités d'adapter la foresterie aux circonstances locales, de la diversifier et de l'intensifier pour répondre aux nécessités.

Il dépendra aussi de l'application des solutions souples intégrant les arbres dans les systèmes agro-sylvo-pastoraux et dans les formes locales d'utilisation des terres pour qu'ils se combinent avec d'autres activités, en particulier avec la production vivrière.

Pour obtenir une participation active des agriculteurs à cette politique d'agroforesterie, il faudra leur démontrer les avantages de ce système d'aménagement par la création de Centres pilotes de démonstration.

Il est possible que la tâche du forestier devienne plus complexe à mesure que celui-ci cherche à travailler avec les agriculteurs, à tenir compte de leurs besoins de développement et de la nécessité d'intégrer, de plus près, la foresterie avec d'autres aspects du développement rural. Mais le succès de l'opération est à ce prix.

Tunis le 17 Novembre 1993

JALEL TAÏEB

FIN

11

VUES